



Tous ensemble pour le retrait!

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Pour un apéro ou un tour de chauffe, la journée du 9 mars a été réussie.

Mobilisation intergénérationnelle, étudiants, lycéens et salariés ont battu le pavé contre le projet de loi Travail, exigeant son retrait.

Cette journée est à comparer au « plantage » du samedi 12 mars de ceux qui refusent le retrait du texte.

À l'heure où ces lignes sont écrites nous n'avons pas encore vu le Premier ministre, ce qui sera le cas le 14 mars.

Mais ce qui transperce comme information, c'est que le gouvernement n'entend pas les mots de suspension ou de retrait. Il voudrait aménager quelques points en cherchant un accord avec des syndicats réformateurs*.

Ce qui signifie que la logique dangereuse, car libérale et rétrograde, du projet de loi demeurerait, et notamment la priorité à l'entreprise comme niveau de négociation avec son cortège de misères, de dangers et de reculs sociaux prévisibles.

De fait, ce serait une rupture avec la manière dont se déroulent les relations sociales et la négociation en France. Manière qui, même si elle est loin d'être parfaite, assure un taux de couverture convention-

nelle de plus de 90% quand il s'est effondré en Allemagne, en Espagne ou au Portugal.

Heures supplémentaires, tri-annualisation, forfait jours, médecine du travail, astreintes, heures d'équivalence, prud'hommes, licenciements économiques, licenciements pour motif personnel, la liste des remises en cause (non exhaustive) est longue.

C'est pourquoi, a minima, une suspension est nécessaire, c'est-à-dire de remettre tout sur la table, sans calendrier arrêté. Le refus du gouvernement signifie que c'est le retrait qu'il faut obtenir.

C'est ce à quoi nous nous engageons avec notamment, en objectif, le 31 mars auquel privé et public doivent répondre.

Dans l'immédiat, le privé est directement impacté! Mais il faudrait être naïf pour croire que si ce projet passait, le public ne serait pas touché : la décentralisation des négociations dans le public signerait la fin des statuts nationaux.

Alors, tous ensemble pour le retrait!

Jean-Claude Mailly, Secrétaire général

* À la différence de Force Ouvrière qui est réformiste.